



Namur, le 18 mai 2022

DÉBAT SUR L'ÉTAT DE LA WALLONIE, EN APPLICATION DES ARTICLES 70 ET 135 DU RÈGLEMENT

M. Frédéric (PS). – Parfois, je me demande un peu ce que je fais là. Je ne dois pas être le seul, mais je vais essayer de me concentrer sur le sujet. Seraing, c'est beau, mais c'est loin. On peut égrainer toutes les communes wallonnes et expliquer les transferts, les débats des conseils communaux. C'est extrêmement intéressant, mais j'avais cru comprendre – peut-être n'aije pas été assez attentif ? – que le sujet était l'état de la Wallonie, Madame Bernard. Au cas où. En fait, en ce qui vous concerne...

(Réaction de M. Mugemangango)

Attendez, Monsieur Mugemangango. Pour l'instant, c'est moi qui cause. Je ne vous ai pas coupé. Je vous demanderai, s'il vous plaît, d'être très attentif. Je parlerai un peu de vous, ne vous inquiétez pas. Je disais simplement à Mme Bernard que je commençais à avoir l'habitude. Un sujet est abordé et l'on en aborde un autre.

Cela permet de faire des phrases, mais j'ai l'impression que la situation est plus importante et plus grave en Wallonie aujourd'hui que d'entrer dans des débats comme ceux que je viens d'entendre et qui sont, à mes yeux, assez inintéressants.

La Wallonie traverse des mers agitées et j'estime, mon groupe estime, même si c'est drôle, vous trouvez cela drôle, Monsieur Mugemangango, ce n'est pas grave. J'estime que le Gouvernement wallon tient le cap – au contraire de ce que j'ai entendu – ou fait le maximum pour ne laisser personne au bord du chemin. À cet égard, je voudrais remercier l'ensemble du Gouvernement wallon et remercier aussi – parce qu'on ne le fait pas assez souvent – les parlementaires de la majorité qui œuvrent au quotidien aux côtés de ce gouvernement pour prendre les responsabilités que vous n'avez pas voulu prendre en 2019.

(Réaction de M. Beugnies)

Monsieur Beugnies, vous pouvez faire cela, vous êtes mal placé. Cela fait deux ans que vous tournez en boucle avec les mêmes sujets. On peut reprendre toutes les interventions, vous recommencez à chaque fois.

Je me dis souvent que je deviens fou. Non, j'ai déjà entendu cela quelque part. Votre chef de groupe vient de faire pareil. De toute façon, les sujets étaient dans la presse avant-hier. On savait déjà bien ce qu'il allait dire. Cela tourne en boucle : « Ce n'est pas transparent, ce n'est pas dynamique, tout est mauvais, tout est mal fait ». Vous n'aviez qu'à prendre vos responsabilités en 2019. Mais vivement que vous soyez là en 2024, que vous puissiez agir sur cette politique libérale que vous contestez, que vous puissiez passer la barre à gauche puisque vous avez des idées aussi magnifiques.

Pour l'instant, vous avez choisi de vous mettre au balcon et de canarder ceux qui travaillent et qui retroussent leurs manches au quotidien pour essayer d'aider autant que faire se peut les concitoyens. Mais vous, vous continuez à canarder du haut. Vous n'avez pas de responsabilité à prendre, simplement dire que tout va mal.

Ceci étant dit, je ne peux quand même pas ne pas parler de M. Desquesnes. Cela fait quand même une semaine qu'il est maintenant engagé encore plus qu'il ne l'était avant. Vous n'êtes pas encore trop mal influencé par vos camarades d'opposition, par les oiseaux malheur. Non, je ne vous associerai pas à ce point. Parfois, je me dis quand même qu'ils ont passé du temps à prendre des responsabilités, mais vous êtes maintenant en mouvement. Vous n'êtes plus un parti. Du passé, faisons table rase. Je suppose que c'est la thématique de votre chanson nouvelle. Vous oubliez un peu tout cela.

Vous êtes critiques, à juste titre, mais vous faites quand même de temps en temps des propositions concrètes. Là où je vous ai déjà trouvé meilleur, c'est sur vos comparaisons animalières. Quand je suis arrivé dans ce Parlement, j'ai eu un premier discours de Nouvel An où j'ai eu Eurodisney présenté par M. Desquesnes. Où suis-je tombé ? Je dis à ma femme : « C'est drôle, le truc là il fait des discours avec Mickey, Minnie, et cetera ». Aujourd'hui, plus sérieusement, vous traitez le Gouvernement de paresseux.

(Réaction de M. Desquesnes)

Vous l'avez comparé au paresseux. « Le paresseux est un animal sympathique », avez-vous dit – cela, c'est vrai – « mais qui avance lentement », avez-vous ajouté. Toutefois, il avance ! Il vaut mieux avancer lentement mais sûrement que de jouer au ouistiti, de sauter sur les banches, faire du bruit et de ne servir à rien.

(Applaudissements)

J'ai trouvé stupide de faire une comparaison pareille et je trouve ma réaction tout aussi stupide. Le score est donc à un partout à cet égard.

(Applaudissements)

Ceci étant dit, Monsieur le Ministre-Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, plus sérieusement, évidemment que la Wallonie n'est pas une île déserte et évidemment que la Wallonie – on vient de le répéter mille fois – a subi un certain nombre de crises historiques. Qui pouvait prévoir cette crise sanitaire ? Une crise sanitaire qui a mobilisé, par cette politique libérale, 4 milliards d'euros pour réagir – à ce que, peut-être, d'aucuns avaient prévu – à l'imprévisible. Comme le ministre-président l'a indiqué, on n'est pas encore sorti complètement de cette crise sanitaire et c'est bien dommage.

Je ne reviendrai pas sur les inondations, car tout le monde sait combien nous avons tous et toutes été touchés par cela. A-t-on réglé tous les problèmes aujourd'hui ? Certes pas. Y a-t-il des gens qui sont encore en difficulté ? Certainement. Cela, il faut le reconnaître. Je vis dans cette région – je ne vais pas seulement dire bonjour de temps en temps et distribuer ma carte de visite – je sais que tout n'est pas réglé, mais il faut tout de même admettre que la Région wallonne, dans un délai

très court, a réagi de façon massive avec 3,2 milliards d'euros de réactivité. Alors, tourner en boucle avec vos assurances... Non, tous les problèmes ne sont pas réglés, mais je sais que le Gouvernement a été proactif.

En outre, cette guerre aux portes de l'Europe, à 2 000 kilomètres d'ici, a une incidence importante sur l'inflation galopante et sur l'augmentation des prix de l'énergie que l'on ne nie pas.

Ceci étant dit, notre Région est blessée par ces crises et, paradoxalement, des moyens ont été mobilisés. Je ne reviendrai pas sur l'explication du ministre-président de ce matin, mais ce n'est pas moins de 7,5 milliards d'euros pour cette relance économique – une ambition sociale, écologique et économique, comme je l'indiquais, unique dans l'histoire de la Wallonie –, avec des projets prioritaires et les 2,5 milliards d'euros.

Il restera les 5 milliards d'euros à attribuer pour utiliser l'enveloppe totale, mais avec un seul objectif qui est de relancer la dynamique, rebondir et faire en sorte de redonner de l'optimisme à la Wallonie, aux Wallonnes et aux Wallons.

Je voudrais qu'on n'oublie pas – il n'en a pas été question dans l'intervention qui m'a précédé – le Plan de lutte contre la pauvreté. Je continue à considérer, Monsieur Mugemangango – peut-être pas vous – que c'est essentiel. Au-delà des sinistrés, des familles sont en immense difficulté. Je tiens à souligner que l'on a dégagé 500 millions d'euros – j'en félicite le Gouvernement –, et qu'il faudra encore faire plus pour aider, non seulement les personnes et familles précarisées, mais aussi ceux qui tombent dans cette nouvelle forme de pauvreté.

En effet, la classe moyenne est aussi impactée. Parfois, à l'heure actuelle, même avec deux revenus modestes, on arrive difficilement à nouer les deux bouts en fin de mois. Je dois égrainer un certain nombre de matières, m'at-on dit. Je vais donc m'y appliquer. Comme cela, il y en aura pour chacun parce que les ministres ont dit qu'ils allaient tous répondre. Prévoyez donc quand même la soirée.

En matière d'emploi, pour agir sur le pouvoir d'achat et sur le mieux-être de nos concitoyens, il faut évidemment agir sur l'emploi. Je ne vais pas rappeler l'ensemble des mesures : la réforme APE – on en parlait déjà d'une autre façon lors de la législature précédente –, la réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, l'amélioration des conditions de travail dans le secteur des titres-services et l'initiative « Territoire zéro chômeur de longue durée » qui vient d'être présentée.

Le ministre-président a rappelé les chiffres : en 2022, -1,4 % sur un an d'emplois inoccupés et le chômage qui baisse depuis 14 mois. Est-ce suffisant ? Évidemment que non, mais on doit reconnaître la réalité. Ce n'est pas beaucoup, mais cela s'améliore. Essayons de voir le verre à moitié plein plutôt que le verre à moitié vide.

Dans le Plan de relance, j'ai noté qu'il y avait des moyens importants, par exemple, pour le décrochage complet des NEET avec 15 millions d'euros. Sortir de la précarité, c'est aussi la formation. On a dit combien c'est essentiel. Un programme du Plan de relance : 278 millions ; la réforme de l'alternance, qui est sur les rails,

pour les 15-25, mais aussi la nécessité d'investir dans les équipements d'infrastructures de formation.

Le logement, on vient d'en parler longuement. On peut toujours trouver que cela ne va pas, que cela doit aller plus vite, que cela doit aller mieux. Ceux qui siègent dans les sociétés de logement, Monsieur Beugnies – ceux qui vont au conseil d'administration, pas ceux qui ont le titre, mais qui ne vont pas y siéger, et vous avez des amis qui pratiquent ce genre de choses –, pour les gens que je connais, vont prendre ce problème à bras-le-corps et vont agir.

On fait comme on peut. Il y a des moyens importants qui sont développés, mais aujourd'hui, il ne suffit pas de claquer des doigts dans une société et de dire : « On a construit autant de milliers de logements et, demain, on va en rénover autant. » Ce n'est pas la vraie vie, essayez de retomber sur vos pattes ou essayez de faire de la gestion communale, vous verrez que, pour une attribution de marché public, eu égard notamment aux entreprises disponibles, à la main-d'œuvre disponible pour venir intervenir directement sur les chantiers, il ne suffit pas de faire une déclaration à la tribune du Parlement, cela prend malheureusement du temps. Ce que je vous reproche, c'est de faire semblant de ne pas comprendre cela et d'expliquer aux gens : « Cela ne va pas. On n'a même pas encore fait x milliers de logements ! » C'est comme cela. Il y a des listes d'attente, oui, c'est comme cela.

Nous, au moins, nous essayons d'agir et de faire en sorte qu'il y ait des logements plus adaptés. Je ne sais pas pourquoi ce que je dis vous fait rire. Qu'y a-t-il de drôle là-dedans ? Que je vous explique la gestion communale ? Je peux vous donner un cours particulier après, si vous voulez, ainsi vous serez préparé pour la prochaine fois. Ce rire permanent est agaçant.

(Réaction d'un intervenant)

Si vous voulez « rigoler », allez dehors, à la buvette, vous faites ce que vous voulez, vous donnez des interviews.

M. Mugemangango (PTB). – Monsieur Frédéric, on vous écoute. Vous n'avez pas le contrôle de l'expression de notre visage quand même.

M. Frédéric (PS). – Pour un orateur, quel qu'il soit, c'est extrêmement déplaisant. Que l'on ne m'écoute pas, cela m'est égal, mais pas que l'on se « marre ».

M. Mugemangango (PTB). – Les réactions de tout votre groupe quand nous, nous parlons... Vous pouvez donner des leçons, il n'y a pas de problème.

M. le Président. – Monsieur Frédéric, continuez, et si cela vous gêne ne les regardez pas. (Applaudissements)

M. Frédéric (PS). – Je vais regarder Mme Morreale, cela va me rendre plus calme.

Je disais donc que, en matière d'énergie, des mesures sont prises, au Fédéral par exemple. Sont-elles suffisantes ? Non, elles ne sont pas suffisantes. On doit aussi continuer à travailler à cet égard pour avoir un modèle durable qui garantit un accès abordable à l'énergie.

On pourrait dire qu'il y a des propositions faites par un parti d'opposition qui veut supprimer les accises sur les produits énergétiques des multinationales, ce qui permettrait de régler le problème, paraît-il. Sauf que les entreprises auxquelles vous faites allusion n'ont pas leur siège social sur le territoire de notre pays, donc il faudra m'expliquer comment c'est possible. Peut-être que vous avez, vous, la solution.

On pense donc qu'il faut se mettre en ordre de marche pour mettre en œuvre, Monsieur le Ministre-Président, un service universel de base permettant à tous les citoyens d'avoir un accès garanti à l'énergie.

Il faut aussi améliorer l'état du bâti. C'est aussi un combat pour le logement, c'est aussi un combat pour l'économie, mais c'est aussi un combat pour l'environnement et pour le climat. Je suis sûr que vous le partagez.

J'ai quelques petites réflexions sur l'économie. Au-delà de dire : « La politique libérale du Gouvernement à mettre beaucoup de « pognon » dans les entreprises pour aider les entreprises, puis ce sont des puits sans fond », une fois de plus, on doit voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Investir dans les entreprises, c'est aussi assurer une pérennité de l'emploi, voire de la création d'emploi. On n'a encore rien trouvé de mieux que, pour permettre aux gens d'augmenter leur pouvoir d'achat, d'accéder à un emploi. C'est en tout cas ma façon de voir les choses et je ne vois pas de difficulté à cet égard.

Quelques remarques sur le territoire wallon. Monsieur le Ministre-Président, la crise sanitaire nous a montré qu'il y a eu un retour en force vers les commerces de proximité. La fin de cette crise sanitaire, heureusement, provoque l'effet inverse et ramène beaucoup de consommation vers le commerce en ligne et peut-être au détriment de ces commerces, avec des commerces de centre-ville, dans des villes moyennes, qui sont en immense difficulté. Je crois que cela doit être, Monsieur le Ministre de l'Économie, une priorité absolue pour demain. Je traverse la Wallonie et je vois que, dans certains centres-villes, cela devient très grave, cela devient des déserts, au profit des périphéries avec de grands complexes. Est-ce cela que l'on veut ? Ne doit-on pas trouver un juste milieu en termes de commerces de proximité ?

Il y a aussi tout le débat sur l'accessibilité à l'internet. La 5G est un débat. Je crois que l'on doit passer à la 5G en ayant toutes les garanties en matière de respect de la santé publique et de l'environnement. Cela doit être encadré, mais on ne peut quand même pas nier qu'il existe aujourd'hui encore des zones blanches un peu partout, qu'il y a des gens qui ne peuvent pas utiliser leur téléphone et qu'il existe aussi une population à laquelle on doit être, me semble-t-il, plus attentifs qu'on ne l'était : ce sont les personnes touchées par l'illectronisme, c'est-à-dire qui ne peuvent accéder à aucun moyen de communication. C'est souvent le cas, d'ailleurs, des personnes plus âgées.

J'en termine puisqu'il me reste cinq minutes.

En matière d'environnement, on n'oublie évidemment pas qu'il faut continuer à œuvrer pour lutter contre les changements climatiques. Concernant les inondations et l'analyse que nous avons pu en faire, nous n'avons pas pu faire

l'économie de ce constat que le réchauffement climatique et aujourd'hui aussi la sécheresse ont un effet majeur sur le quotidien.

Je pense que votre plan Sécheresse sur lequel vous planchez est attendu et nous attendons la concrétisation des recommandations de la Commission d'enquête Inondations qui a fait, je pense, un travail de fond avec un maximum d'efficacité et d'objectivité. Monsieur le Ministre-Président, nous allons nous activer là-dessus et, entre-temps, vous avez déjà apporté un certain nombre de réponses.

J'aurais pu également aborder la problématique des déchets. On a vu qu'il a fallu quand même, à la suite des inondations, éliminer, recycler. Il y a là certainement des pistes en termes d'économie circulaire et en patrimoine naturel. Je suis de très près et avec intérêt le futur des parcs nationaux qui seront aussi des atouts, d'une part, pour la protection de l'environnement et, d'autre part, pour le développement vers un tourisme vert dans les communes qui sont concernées.

J'en termine avec deux petits chapitres, en style télégraphique, d'abord avec le ministre Henry et la mobilité. On avance sur les RAVeL, sur les pistes cyclables, sur les lignes express. Parfait. Je le constate dans mon coin, c'est efficace, cela fonctionne. Parfait. On a augmenté le nombre de déplacements en bus. M. le Ministre-Président a donné les kilomètres, même si j'ai oublié le chiffre. Parfait. Il faut encore faire plus parce que tant que l'on n'est pas dans une interconnectivité possible entre les différents modes de transport en ville et entre les villes, entre les villages et les centres-villes, tant que ce n'est pas efficace totalement, la voiture restera sur la route. Dans ce cas, nous n'aurons pas gagné notre pari, je sais que vous en êtes conscient. Pour autant, nous soutiendrons aussi le Gouvernement.

Je conclus définitivement avec le chapitre des pouvoirs locaux. On a entendu le blues des mandataires. J'ai très peur du scrutin prochain, Monsieur le Ministre-Président. J'ai très peur que finalement de moins en moins de personnes osent s'engager tellement la responsabilité de bourgmestre, aujourd'hui, est importante. J'ai peur également de demain parce que l'état des finances, tous partis confondus, dans les communes effraie – vous n'en êtes pas responsable – pour l'avenir et pose des questions. C'est un sujet essentiel si l'on ne veut pas faire en sorte que tout le monde fuie le fait de prendre des responsabilités dans les communes et que l'on se retrouve en grande difficulté de gestion.

En tout cas, au-delà de cette fusion sans toutefois remonter à 1977 - je ne parle pas de fusion de communes parce que je vois que, dans certains coins, cela fait débat -, il est important de réfléchir à un cadre légal en termes de supra-communalité. On l'a fait pour les zones de secours et les zones de police, il n'y a pas de raison que l'on ne puisse pas aller plus loin et faire des économies d'échelle. Il faut cependant un cadre. Pour l'instant, les communes se regardent en chiens de faïence parce que ce cadre n'existe pas.

On vient de vivre des années tristement historiques. Nous sommes mobilisés sur le redéploiement comme sur les valeurs. Je me réjouis, à cet égard, de l'existence du nouveau Plan wallon d'inclusion LGBTQIA+ articulé autour de 16 mesures concrètes. Je me réjouis aussi des politiques wallonnes avec en point de mire une politique d'égalité totale entre les gens. Je vous félicite pour ce travail. Je pense que nous sommes des exemples. Des ambitions fortes sont exprimées en termes

de redéploiement et de valeurs pour faire en sorte que nos concitoyens puissent bénéficier d'une sécurité d'existence et de perspectives.

Monsieur le Ministre-Président, à cet égard d'ailleurs, à d'autres niveaux de pouvoir, nous continuons au parti socialiste à défendre fermement, avec bec et ongles, l'indexation et la sécurité sociale. Aujourd'hui, rien n'est facile, mais je garde cette confiance et cette attitude volontariste qui est aussi celle du Gouvernement pour faire avancer la Wallonie.

Je terminerai en citant Alain, dans ses propos sur le bonheur – écoutez bien parce qu'il y en a pour tout le monde – il disait : « Le pessimisme est d'humeur. L'optimisme est de volonté ». Je vous remercie.